

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1885>



Arnaud Malaisé : oui, des alternatives à l'austérité sont crédibles !

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2014-2015 - Conseil national des 11 et 12 mars 2015 -



Date de mise en ligne : jeudi 19 mars 2015

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

L'austérité dans la fonction publique et chez les enseignants, se matérialise d'abord par le gel des salaires depuis 5 ans, plus les hausses successives des cotisations retraites.

Mais l'austérité c'est aussi les réductions drastiques de dépenses publiques.

Ces coupes budgétaires entraînent une dégradation de la qualité des services publics et des conditions de travail, dans l'éducation également, une baisse de l'investissement public, une redistribution des richesses enrayée et un creusement des inégalités.

Et depuis deux ans, en miroir de cette austérité, les milliards de cadeaux aux entreprises accordés par le gouvernement s'accumulent.

Populariser parmi nos collègues un inventaire complet des conséquences des politiques d'austérité, celles actuelles comme celles à venir, est nécessaire mais pas suffisant.

L'absence de projet politique alternatif partagé à une grande échelle renforce encore la responsabilité du mouvement syndical, au sein du mouvement social, de montrer la crédibilité d'alternatives à l'austérité.

Par exemple sur les salaires.

Le 50 points d'indice pour toute la fonction publique revendiqués par la FSU se chiffrent à 15 milliards d'euros. Ça peut paraître énorme mais c'est moins du quart du montant de la fraude fiscale annuelle ou seulement un tiers du coût du programme Rafale.

Ce qui est énorme surtout, c'est que plus de 20% de la population active bénéficierait ainsi d'une hausse de salaire de près de 200 euros. Et cet argent serait réinjecté très majoritairement directement dans la consommation enclenchant un cercle économique vertueux amenant ensuite des créations d'emplois et des hausses de salaires dans le privé...

Autre exemple avec l'éducation prioritaire.

Ramener l'ensemble des réseaux REP au niveau des REP+ en terme d'indemnité et d'allègement de service, augmenter cet allègement de service dans les écoles à 18 jours et créer 350 réseaux supplémentaires coûterait 500 millions d'euros pour le premier et le second degré, soit une hausse inférieure à 1% du budget de l'éducation.

Ou pour compter en rafale, le prix unitaire de 5 avions...

On peut également comparer toutes ces sommes aux 50 milliards de réductions des dépenses budgétaires actées jusque 2017.

Ou les comparer avec le coût du CICE mixé avec le pacte de responsabilité, soit 41 milliards.

Sortir de l'austérité est bien une affaire de choix politique en répartissant autrement les richesses.

La grève du 9 avril est l'occasion de populariser au sein de notre profession à la fois les conséquences des ravages de l'austérité et la crédibilité des alternatives à cette austérité. Il nous faudra mobiliser toute la palette de la communication dont nous disposons pour compléter l'affiche du dernier Fenêtre sur cours : tabloïd national, tract à diffuser localement, presse départementale, sites internet, réseaux sociaux...

Une campagne contre l'austérité qui ne s'arrêtera pas le 9 avril au soir mais qui s'inscrit dans la durée.